

La Cemac « pulvérise » ses champs

Une formation est dispensée depuis mardi dernier à Yaoundé sur la gestion, la réglementation et l'évaluation des risques liés à ces produits.

L'utilisation des pesticides, c'est la garantie d'une moisson abondante et de bonne qualité. Toutefois, un pesticide de mauvaise qualité suppose de graves dommages non seulement pour le rendement, mais aussi et surtout pour la santé humaine. Les frontières poreuses de la zone Afrique centrale ne sont malheureusement pas favorables au contrôle du commerce des pesticides qui fleurit dans une région où un peu plus de trente millions d'habitants vivent de l'agriculture.

Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEMAC), un organe a été créé en 2007 pour réguler la gestion des pesticides dans la sous région. C'est dans le cadre de l'accomplissement de cette mission que le comité inter-Etats des pesticides d'Afrique centrale (CPAC) a réuni à Yaoundé les experts des pays membres de la CEMAC autour d'Orange House Partnership (OHP), un réseau d'experts spécialisés dans la gestion et l'évaluation de risques, qui apportent leur expertise aux acteurs de la sous région afin qu'ils puissent maîtriser tous les outils leur permettant de contrôler la qualité de ces produits chimiques.

Cet atelier marque le début des sessions communes d'homologation de la CPAC. Celle qui se tient actuellement doit aboutir à l'élaboration des normes dans le secteur des pesticides. Normes qui devront être respectées tant à l'intérieur de la sous région CE-



Les acteurs prêts à remplir leur mission.

MAC, qu'à l'extérieur, surtout en ce qui concerne les produits importés. Selon Nana Nkouka, le président du CPAC, un laboratoire de contrôle des pesticides en Afrique centrale est en cours de création, question d'harmoniser les normes de fabrication des pesticides. Pour Benoît Bouato, le secrétaire permanent de la même structure, des commissions nationales de contrôle des pesticides verront le jour très bientôt dans chaque pays membre de la CEMAC, pour s'assurer que les produits qui sont utilisés dans cette zone sont conformes aux normes

de la sous région et à celles des pays vers lesquels les produits sont exportés.

Pour la journée de mardi, les participants ont eu droit à deux exposés du toxicologue Coren, Yong-Hwa Kim et du directeur général de l'OHP, Herman Koëter sur les principes d'analyse des risques liés aux pesticides. Un des six modules autour desquelles se déroule cette formation qui s'achève aujourd'hui.

Josiane TCHAKOUNTE

Développement

Le modèle de la Corée du Sud présenté à l'ENAM

Des économistes de ce pays asiatique ont raconté l'histoire du développement de leur pays au cours d'une conférence-débat.

Un grand amphithéâtre de l'ENAM plein à craquer mardi dernier. Pendant la conférence, deux images projetées en disent long sur l'histoire du développement de la Corée du Sud. En fait, ces images présentent deux "Corée du Sud" : celle des années 50 et celle l'ère de l'ascension économique. Deux images qui valent mille mots. Sur la première image, le centre ville d'une des métropoles de l'époque était pire qu'un bidonville de n'importe quel pays aujourd'hui : un agglomérat de huttes indigènes, couvertes de chiffons et de paille de riz, des huttes infestées d'eau polluée et de boue. La deuxième image, celle de la Corée des temps modernes montre au même endroit 50 ans plus tard : des gratte-ciel imposants desservis par des avenues toutes aussi futuristes. L'auditoire, nombreux, resté pantalois pendant la projection de ces deux photos, a trouvé le réflexe d'un applaudissement nourri.

Les conférenciers, Woosook Ok et Hee-Young Hwang n'avaient plus besoin de le souligner : entre les deux "Corée du Sud", celle des années 50 et celle d'aujourd'hui, la nuit et le jour. Au départ, un mouvement baptisé Saemaul Undong, mise en œuvre par le président de la République de l'époque, Park Chung Hee. Saemaul Undong est un mouvement de réveil de conscience pour un développement durable et intégré. Il est aujourd'hui reconnu comme le creuset du développement initié dès 70 par cet homme d'Etat assassiné neuf ans plus tard.

Le principe du mouvement consistait pour l'Etat en la distribution des sacs de ciment et de